

Primaire socialiste : Hollande élu candidat

Personne ne conteste l'indéniable succès démocratique de cette consultation inédite qui a mobilisé, en deux tours de scrutin, plus de 5 millions de votants

Deux millions sept cent mille votants au premier tour. Plus de deux millions huit cent mille au second. Tous ceux qui avaient parié sur l'échec de la primaire citoyenne organisée les 9 et 16 octobre par le Parti socialiste pour désigner son candidat à l'élection présidentielle, reconnaîtront s'être trompés. Elle fut un incontestable succès démocratique à mettre au crédit du « peuple de gauche » en mal de victoire présidentielle depuis 1988. Ce fut également l'occasion de rappeler qu'au PS, canaliser les courants contraires, relève toujours de l'utopie, et que, depuis François Mitterrand, aucun leader incontestable n'est jamais plus sorti des urnes socialistes de Solferino. Ce fut enfin le meilleur moyen de tourner définitivement la page DSK, favori de la primaire et de la présidentielle, stoppé net dans son élan, le 14 mai à New York.

Désigné le 16 octobre au soir, avec 56,57 % des voix, face à Martine Aubry (43,43 %), après une campagne particulièrement âpre, François Hollande doit, aujourd'hui, réussir la synthèse des espoirs du « peuple de gauche » et des attentes d'une majorité de Français, pas tous acquis à sa cause évidemment, mais désireux de vivre autrement. Dans un pays soumis aux rigueurs d'une crise sans précédent.

Quatre candidats deux candidates

Manuel Valls, député maire d'Evry, est le premier à se déclarer candidat à la primaire socialiste, dès juin 2009. Arnaud Montebourg attend le 20 no-



vembre 2010 et, neuf jours plus tard exactement, Ségolène Royal, candidate battue en 2007, s'engage à son tour. Malgré le leadership incontesté de DSK, confirmé par tous les sondages, François Hollande profite de sa réélection à la présidence du conseil général de Corrèze pour se lancer dans la bataille le 31 mars 2011. La déclaration la plus tardive est celle de Martine Aubry. Particulièrement touchée par la chute brutale de son ami DSK avec qui elle avait passé un pacte, dit de Marrakech, les engageant à ne pas se présenter l'un contre l'autre, la première secrétaire du PS annonce finalement sa candidature le 28 juin 2011, date d'ouverture du dépôt des candidatures à la primaire. Un sixième candidat, Jean-

Michel Baylet, président du PRG, les rejoint, sans autre ambition que de promouvoir ses idées et celles de son parti.

Tous contre Hollande

DSK disparu des écrans radars de la primaire et de la présidentielle, c'est François Hollande qui hérite du titre de nouveau favori et devient la cible préférée de ses amis de gauche et ses adversaires de droite, qui l'accrochent déjà sur ses propositions, notamment la création de soixante mille emplois dans l'éducation, la poursuite de la construction de l'EPR de Flamanville ou le retour à la retraite à 60 ans...

Jusqu'au bout du processus de la primaire, François Hollande est la

cible préférée de ses « amis », les candidats socialistes. Ségolène Royal, son ex-compagne, est la première à lui sauter à la gorge dans une interview parue début septembre : « Le point faible de François Hollande, c'est l'inaction. Est-ce que les Français peuvent citer une seule chose qu'il aurait réalisée en trente ans de vie politique ? » Martine Aubry est tout aussi agressive contre le favori des sondages qu'elle présente comme le candidat de la « gauche molle » avant d'en faire, au cours des débats télévisés, le « candidat du système ».

L'ordre d'arrivée des deux premiers du premier tour de la primaire ne surprend personne, François Hollande (39,17 %) devance logiquement Martine Aubry (30,42 %). La vraie surprise vient de Arnaud Montebourg, chanteur de la démondialisation et seul candidat à ne pas subir les foudres de Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche), qui se hisse à la troisième place avec 17,19 % des suffrages. Un succès qui ne le transforme pas en faiseur de roi. Arnaud Montebourg s'interdit, en effet, de donner une consigne de vote formelle à ses 455 000 électeurs, mais annonce, en milieu de semaine de l'entre deux tours, s'engager personnellement à voter pour François Hollande. Ségolène Royal et Manuel Valls apportent, dès le soir du premier tour, ou le lendemain pour Jean-Michel Baylet, leur soutien à François Hollande. Et le 16 octobre, à 20 heures, Nicolas Sarkozy connaît enfin le nom de son principal adversaire.

ANDRÉ FOURNON
afournon@nicematin.fr

Sarkozy

L'heureux papa



Carla Bruni-Sarkozy a donné naissance le 19 octobre à une jolie petite fille prénommée Giulia. C'est la première fois, sous la V^e République, qu'un président en exercice devenait père. Il s'agit aussi de la première fille pour le chef de l'Etat qui est âgé de 56 ans. Il est déjà père de Pierre (26 ans), Jean (25 ans) et Louis (14 ans). Quant à Carla Bruni-Sarkozy, âgée de 43 ans, elle a eu un fils avec le philosophe Raphaël Enthoven qui se prénomme Aurélien (10 ans).

La mauvaise passe

En mars, à quatorze mois de la présidentielle, Nicolas Sarkozy n'a jamais été aussi impopulaire. Selon un sondage commandé par le *Journal du dimanche*, sur 1 889 personnes interrogées, 71% étaient mécontentes, détrônant ainsi Jacques Chirac qui avait récolté 70 % en 2005 (référendum sur la Constitution) et 2006 (crise du Contrat premier emploi). Les enquêtes d'opinion qui ont suivi pour la présidentielle n'ont pas été tendres : quoiqu'il ait dit ou fait, le candidat du PS, François Hollande, était toujours devant lui dans les intentions de vote. Dur, dur d'être président... P.-R. D.

PS/Les Verts : des relations... irradiées !

Le torchon a brûlé durant tout le mois de novembre entre Europe Ecologie-Les Verts (EE-LV) et le Parti socialiste à la suite de l'accord sur la sortie du nucléaire. Le 4 novembre, les états-majors socialiste et écologiste se sont discrètement rencontrés. Et on est vite arrivé à un des points de blocage : l'EPR, réacteur de troisième génération, en cours de construction à Flamanville (Manche). Depuis la désignation de François Hollande, qui a promis de réduire à 50 % la part d'électricité nucléaire en 2025, les écologistes voudraient qu'il renonce à cet investissement très coûteux qui prolonge de cinquante ans la dépendance à l'atome. Mais le candidat du

PS ne l'entend pas de cette oreille et ne rechigne pas à terminer l'EPR. C'est une question de « crédibilité ». Un accord est tout de même trouvé – occultant mystérieusement le volet du combustible Mox. Il est ensuite validé par Solferino et le conseil fédéral d'EE-LV... sans Eva Joly, qui, irritée, boycotte la réunion, déclarant même qu'elle refusait de dire si elle appelait à voter Hollande au second tour. Puis disparaît mystérieusement avant de réapparaître dans les médias pour affirmer : « Je ne me trompe pas d'ennemi : mon objectif est de battre Nicolas Sarkozy. » Ouf ! A gauche, 2011 a bien failli finir par une explosion... nucléaire ! P.-R. D.

Front national : de père en fille

C'est le 16 janvier, à 42 ans, que Marine Le Pen prend les rênes du Front national (FN), conformément aux souhaits de son père. Elue à la présidence lors du Congrès de Tours, les militants lui ont accordé 67,65 % des suffrages, face à Bruno Gollnisch (32,35 %), membre du bureau politique du FN et compagnon de route de Jean-Marie Le Pen. Celui qui se voyait déjà calife à la place du calife était ainsi remercié ! Signalons que ce scrutin interne marque une rupture dans l'histoire du FN : depuis 1972, c'est la première fois que le président était élu par un vote des adhérents, Jean-Marie Le Pen ayant toujours été reconduit par « acclamation ». Dans son discours, elle a tout de suite compris qu'il fallait se démarquer de son père, tant sur le fond que sur la forme, afin de rendre le parti respectable en le « dédiant ». Comment ? En rompant tout simplement avec l'héritage antisémite de son père et en se détachant des membres les plus radicaux du parti. D'ailleurs, un mois avant son accession à la présidence du FN, elle avait déclaré qu'elle était « opposée à voir revenir dans



Comme son père, Marine Le Pen est toujours très à l'aise dans les débats. (Photo Reuters)

le FN des groupuscules radicaux, caricaturaux, anachroniques. Entre les catholiques intégristes, les pétainistes et les obsédés de la Shoah, ça ne me paraît pas cohérent. Le FN ne servira pas de caisse de résonance à leurs obsessions ».

Début novembre, elle tente outre-Atlantique de se donner une stature internationale. Ce ne fut pas une réussite. Un seul candidat républicain rencontré, Ron Paul,

et encore en coup de vent ! Son père avait eu plus de chance en 1987 : il avait réussi à obtenir un rendez-vous avec Ronald Reagan !

Cartes brouillées

Candidat officiel du FN pour 2012, elle prône la disparition de la monnaie unique européenne, le rétablissement des contrôles aux frontières, la mise en œuvre des mesures protectionnistes énergiques pour arrêter les délocalisations et contrecarrer l'hégémonie chinoise. Seul problème mais de taille : outre qu'elles sont bien perçues par l'opinion publique puisque les sondages créditent Marine Le Pen de 19 % des intentions de vote pour 2012 – la plaçant ainsi dans le trio de tête –, ces mesures ne sont plus l'apanage exclusif du FN. Certaines voix à gauche et à droite les ont, depuis, reprises à leur compte. Ce qui complique un peu plus la tâche des électeurs non militants. Cependant, une seule idée restera toujours à l'extrême droite : le retour à la peine de mort...

PIERRE DEJOANNIS
pdejoannis@nicematin.fr